

**Conseil économique et social**Distr. générale
24 juin 2014Français
Original: anglais**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique****Soixante-dixième session**

Bangkok, 4-8 août 2014 (Phase II)

Point 8 a) de l'ordre du jour provisoire*

Questions de politique intéressant la région Asie-Pacifique:**Principaux enjeux pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique****Résumé des conclusions du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable et de la Réunion d'information Asie-Pacifique sur le financement du développement durable******Note du secrétariat***Résumé*

Le présent document résume les résultats et les discussions de politique générale du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable, tenu à Pattaya (Thaïlande) du 19 au 21 mai 2014, et de la Réunion d'information Asie-Pacifique sur le financement du développement durable, tenue à Jakarta les 10 et 11 juin 2014. Plusieurs grands enjeux de développement ont été examinés au cours de ces réunions, en particulier ceux qui concernent le fait de favoriser le développement durable en Asie et dans le Pacifique et celui de financer les programmes à l'appui de la croissance inclusive et durable. Les représentants des gouvernements participant à ces réunions ont proposé que la CESAP serve de plate-forme pour tenir des consultations et contribuer aux débats régionaux sur le programme de développement pour l'après-2015 et sur les moyens de mise en œuvre des objectifs du développement durable, en soulignant la nécessité de sources de financement nouvelles et novatrices.

La Commission souhaitera peut-être débattre des enjeux de développement et des propositions de politique générale figurant dans le présent document et fournir au secrétariat des orientations sur ses recommandations et toute autre question concernant la forme et le financement du programme de développement pour l'après-2015.

* E/ESCAP/70/L.1/Rev.1/Add.1.

** La soumission tardive du présent document est liée au fait que la Réunion d'information Asie-Pacifique sur le financement du développement durable s'est tenue en juin 2014, et qu'un délai supplémentaire a été nécessaire pour mettre au point la version définitive du document final.

I. Introduction

1. La région Asie-Pacifique a connu une nette réduction de la pauvreté monétaire au cours des dernières décennies. Entre 1990 et 2011, l'incidence de l'extrême pauvreté (moins de 1,25 dollar par jour) a baissé, tombant de 1,6 milliard à 743 millions de personnes. Dans le même temps, une grande partie de la population vit toujours juste au-dessus du seuil de l'extrême pauvreté. La vulnérabilité de ces personnes s'est aggravée en raison d'une protection sociale insuffisante et du manque d'inclusion financière. De plus, les défis à relever en matière de développement ont eu des incidences économiques sur la région, notamment l'élimination de la pauvreté et la réduction des inégalités; la pénurie d'infrastructures; la création insuffisante d'emplois de qualité dans le secteur formel; une situation préjudiciable à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes; le renforcement nécessaire de la résilience aux multiples chocs; la réponse à donner à la dynamique démographique et à l'urbanisation; une amélioration de l'efficacité des ressources et de la gestion des ressources naturelles; et la lutte contre les changements climatiques. Aussi un des défis majeurs sera-t-il de favoriser le développement durable et d'étudier les ressources et les mécanismes financiers permettant de mettre en œuvre le financement de programmes à l'appui de la croissance inclusive.

2. Faisant suite à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui s'est tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 2012, le Forum politique de haut niveau sur le développement durable a été mis en place « en tant que gardien du programme de développement durable » et pour répondre à la nécessité de réformer le cadre institutionnel du développement durable. Par sa résolution 67/290, l'Assemblée générale a souligné la dimension régionale du développement durable en invitant les commissions régionales à contribuer aux travaux du Forum, notamment par des réunions régionales annuelles, avec la participation des autres entités régionales pertinentes, des grands groupes et d'autres parties prenantes, selon les besoins.

3. En 2013, l'Assemblée générale a décidé d'établir un comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable, conformément au document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, intitulé « L'avenir que nous voulons¹ ». Ce comité mettrait en œuvre un processus intergouvernemental, qui aurait pour objet « d'évaluer les besoins de financement, d'examiner l'efficacité, la cohérence et les synergies des instruments et des cadres existants et d'évaluer d'autres initiatives, l'objectif étant d'établir un rapport proposant des options pour une stratégie efficace de financement du développement durable qui favorise la mobilisation de ressources et leur utilisation judicieuse en vue de réaliser les objectifs du développement durable ». Le comité intergouvernemental achèverait ses travaux d'ici 2014. La Réunion d'information Asie-Pacifique sur le financement du développement durable visait à offrir des perspectives sur les développements des marchés financiers et sur certains problèmes et défis clefs rencontrés par la région en matière de financement du développement durable et d'autres priorités.

4. Le Forum Asie-Pacifique pour le développement durable, qui s'est tenu à Pattaya (Thaïlande) du 19 au 21 mai 2014, a réuni plus de 277 participants, dont 161 représentants de gouvernements² de 32 États

¹ Assemblée générale, résolution 66/288, annexe.

² Y compris trois ministres, deux vice-ministres et 14 responsables de haut niveau, notamment des ambassadeurs, des directeurs généraux, des cosecrétaires et des représentants permanents.

membres de la CESAP, à savoir: Arménie; Australie; Azerbaïdjan; Bangladesh; Bhoutan; Cambodge; Chine; Fédération de Russie; Fidji; Inde; Indonésie; Iran (République islamique d'); Japon; Kazakhstan; Kirghizistan; Malaisie; Mongolie; Myanmar; Nauru; Népal; Pakistan; Philippines; République de Corée; République démocratique populaire lao; Singapour; Sri Lanka; Tadjikistan; Thaïlande; Turquie; Ouzbékistan; Vanuatu; et Viet Nam. Trente-six représentants d'organisations internationales et d'organismes des Nations Unies y ont également pris part, en plus des 61 représentants du secteur privé et d'organisations de parties prenantes.

5. La Réunion d'information Asie-Pacifique sur le financement du développement durable, qui s'est tenue à Jakarta les 10 et 11 juin 2014, a rassemblé plus de 150 participants, y compris 70 représentants de gouvernements³ de 28 États membres de la CESAP, à savoir: Australie; Bangladesh; Bhoutan; Cambodge; Chine; États-Unis d'Amérique; Fédération de Russie; Îles Salomon; Inde; Indonésie; Japon; Kiribati; Malaisie; Myanmar; Pakistan; Papouasie-Nouvelle-Guinée; Philippines; République de Corée; République démocratique populaire de Corée; République démocratique populaire lao; Samoa; Sri Lanka; Thaïlande; Tonga; Turquie; Tuvalu; Vanuatu et Viet Nam, ainsi que deux États extérieurs à la région, à savoir l'Allemagne et la Suisse. Y ont aussi assisté 30 représentants d'organisations internationales, d'organismes des Nations Unies et d'autres entités, ainsi que 50 représentants du secteur privé, d'organisations de la société civile et d'autres organisations de parties prenantes.

6. Les participants aux réunions ont exprimé leur profonde gratitude aux gouvernements et aux peuples thaïlandais et indonésien pour avoir accueilli le Forum Asie-Pacifique pour le développement durable et la Réunion d'information Asie-Pacifique sur le financement du développement durable, respectivement⁴.

II. Aperçu des principales questions et discussions de politique générale

A. Le Forum Asie-Pacifique pour le développement durable

7. Les participants au Forum Asie-Pacifique sur le développement durable ont insisté sur la nécessité d'accorder une attention plus importante aux priorités spécifiques de la région, notamment: la réduction des risques de catastrophe et la résilience; la prise en compte de la vulnérabilité des petits États insulaires en développement et des groupes marginalisés; la création d'emplois, en particulier pour les jeunes; une approche des migrations fondée sur les droits de l'homme; l'urbanisation et le « dividende démographique »; l'accroissement de l'intégration et de la connectivité régionales, y compris un accès abordable aux technologies de l'information et de la communication (TIC); et un accent mis sur une croissance économique inclusive, équilibrée et durables qui respecte les neuf « limites planétaires » définies par le Centre de résilience de Stockholm.

³ Y compris 13 ministres/ministres adjoints des finances, de la planification et/ou de l'investissement et cinq gouverneurs/gouverneurs adjoints de banque centrale.

⁴ Les documents relatifs aux deux réunions sont disponibles sur le site Web de la CESAP: ceux ayant trait au Forum Asie-Pacifique pour le développement durable sont disponibles à l'adresse: www.unescap.org/events/apfsd; et ceux ayant trait à la Réunion d'information Asie-Pacifique sur le financement du développement durable sont disponibles à l'adresse: www.unescap.org/events/asia-pacific-outreach-meeting-sustainable-development-financing.

8. Il a été noté lors de la réunion que les priorités propres à la région devaient être encore renforcées dans les délibérations mondiales du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable, composé de 30 membres, et du Forum politique intergouvernemental de haut niveau pour le développement durable, sous les auspices de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social.

9. Les participants ont recensé les stratégies clefs pour la mise en œuvre des objectifs du développement durable, à savoir: instaurer des sociétés à faible intensité de carbone; préconiser la productivité des ressources; améliorer la sécurité alimentaire grâce à l'agriculture durable; encourager l'éducation en faveur du développement durable; renforcer la gestion intégrée des ressources en eau; et construire une économie verte dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

10. La réunion a souligné l'importance des grandes questions de politique générale liées aux moyens de mise en œuvre, y compris le financement pour le développement durable; la science, la technologie et l'innovation; les systèmes commerciaux multilatéraux équitables et fondés sur des règles; le renforcement des partenariats mondiaux et Sud-Sud, y compris avec le secteur privé, au service du développement; et une gouvernance efficace à tous les niveaux en vue d'une transformation vers le développement durable. Les participants ont aussi fait ressortir la nécessité de politiques permettant de garantir la durabilité écologique, la souveraineté alimentaire et la couverture de santé universelle, y compris les droits en matière de santé sexuelle et procréative sans discrimination.

11. Les participants ont invité la CESAP à renforcer ses programmes dans un certain nombre de domaines, en décidant par exemple: de créer deux nouveaux comités, l'un sur le financement pour le développement et l'autre sur la science, la technologie et l'innovation; d'élaborer une feuille de route régionale pour le développement durable; de mettre en place un cadre efficace de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports concernant les progrès accomplis dans la mise en œuvre des objectifs du développement durable; de collaborer avec les organismes des Nations Unies, le monde universitaire et les principales parties prenantes pour créer une nouvelle plateforme de connaissances; de continuer à appuyer la coopération et l'intégration régionales; et de fournir des conseils de politique générale cohérents.

12. Les participants ont mis l'accent sur le fait que la plate-forme du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable serait un mécanisme de haut niveau important qui permettrait à la région de réaliser le développement durable, et de faire entendre la voix et le point de vue de la région et des pays dans le cadre des efforts mondiaux menés en la matière.

B. La Réunion d'information Asie-Pacifique sur le financement du développement durable

13. Les participants à la Réunion d'information Asie-Pacifique sur le financement du développement durable ont souligné la nécessité d'adopter un cadre pour le financement du développement durable qui permette d'analyser l'ampleur et les possibilités de toutes les sources de financement pour la région. En particulier, les priorités ont été mises en avant dans plusieurs domaines, à savoir: les possibilités de mobiliser des ressources nationales par l'impôt et les marchés de capitaux; les investissements institutionnels et leur optimisation par le biais de partenariats public-privé; la nécessité de l'inclusion financière pour tous; les besoins financiers en matière de

changements climatiques; les ressources extérieures, en particulier l'aide publique au développement et les flux privés; et les efforts visant à nouer de nouveaux partenariats plus performants au service du financement du développement durable.

14. La Réunion a noté que le coût des investissements dans le développement durable pourrait atteindre jusqu'à 2 500 milliards de dollars par an si l'on voulait remédier aux lacunes infrastructurelles en Asie et dans le Pacifique. Ce montant était nécessaire pour assurer l'accès universel à la protection sociale, à la santé et à l'éducation, et pour mettre en œuvre des mesures d'atténuation des changements climatiques. Pourtant, cette somme ne représentait que 7,5 % des 33 000 milliards de dollars détenus par les riches particuliers de la région, fin 2012.

15. La Réunion a souligné l'importance de renforcer le rôle de développement joué par la politique fiscale dans la réalisation des objectifs sociaux et environnementaux et la réduction des inégalités. Les participants ont aussi noté qu'il convenait d'élargir et de renforcer les marchés de capitaux de la région Asie-Pacifique pour mieux répondre aux besoins de l'économie réelle, tout en reconnaissant les défis d'ordre institutionnel et réglementaire rencontrés par les pays les moins avancés de la région et les petits États insulaires en développement du Pacifique. L'accent a été mis sur le fait que les politiques nécessiteraient la mise en place d'investisseurs institutionnels nationaux, tels que les fonds de pension et les sociétés de gestion d'actifs, qui pourraient soutenir les progrès des marchés de capitaux nationaux en renforçant la demande de produits financiers et en fournissant des liquidités.

16. La Réunion a pris note de l'initiative prise par la Chine de créer une banque asiatique d'investissement pour les infrastructures. Elle a aussi noté une proposition faite de mettre en place un « passeport » pour le capital, sorte de numéro de téléphone incluant un code international de pays qui aiderait à résoudre les problèmes posés par le transfert de bénéfices, les prix de transfert et le blanchiment d'argent. La Réunion a en outre souligné l'importance de la coopération pour le développement Sud-Sud et triangulaire dans la région Asie-Pacifique afin de renforcer le financement pour le développement durable.

17. Les participants ont attiré l'attention sur le fait que la CESAP pourrait mener des études dans certains domaines tels que le développement des marchés de capitaux pour les petites et moyennes entreprises et les entreprises sociales, la responsabilité sociale des entreprises et le financement des infrastructures dans les collectivités locales.

III. La voie à suivre

18. Les participants au Forum Asie-Pacifique pour le développement durable ont convenu que le résumé du Président, principal résultat issu de la réunion, serait porté à l'attention de la deuxième réunion du forum politique de haut niveau, tenue à New York en juin/juillet 2014. Le Forum Asie-Pacifique pour le développement durable a formulé des propositions d'action régionale concernant la voie à suivre, en préconisant notamment que le Forum Asie-Pacifique s'inspire des mandats énoncés dans la résolution 67/290 de l'Assemblée générale et qu'il facilite des consultations et processus sous-régionaux à l'appui des délibérations régionales et de la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015. Certaines délégations ont estimé que les sessions futures du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable devaient constituer une initiative distincte et être

convoquées de telle sorte que l'effet de synergie soit maximal avec les sessions de la Commission.

19. Les participants à la Réunion d'information Asie-Pacifique sur le financement du développement durable ont été d'avis que la région aurait besoin d'un système financier efficace, équitable et prévisible, et que la coopération serait nécessaire pour obtenir des sources de financement nouvelles et novatrices aux niveaux national et régional pour financer le programme de développement pour l'après-2015 pour la région. Ils ont constaté qu'il était nécessaire de créer une architecture et des mécanismes financiers régionaux nouveaux pour utiliser l'épargne régionale afin de financer le développement inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique. On a par ailleurs fait observer lors de la Réunion que la région, pour aller de l'avant, devrait œuvrer de manière collective pour veiller à favoriser des systèmes financiers solides et stables. Pour y parvenir, les responsables politiques et les autorités de contrôle devraient collaborer avec le secteur privé pour développer des secteurs financiers plus diversifiés et plus équilibrés, qui étaient essentiels au renforcement de la stabilité et la viabilité financières, et à l'élargissement du financement permettant ainsi de répondre aux besoins des populations et aux aspirations de la région en matière de développement durable.

20. Les participants aux deux réunions ont souligné qu'il importait d'entreprendre de manière efficace le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports concernant les progrès accomplis dans la mise en œuvre des objectifs du développement durable, et ils ont suggéré de fixer des objectifs et des cibles mesurables susceptibles de rendre compte de la nature pluridimensionnelle du développement durable afin de suivre les progrès vers la réalisation des cibles connexes et de créer un cadre pour la mise en œuvre de ces objectifs s'appuyant sur des sources de financement stables. À cet égard, il a été recommandé que l'on procède à un nouvel examen des modalités opérationnelles du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable, y compris concernant la relation entre les sessions de la Commission et le Forum lui-même, ainsi qu'à un examen plus approfondi des propositions à mettre en œuvre et ce en consultation avec les États membres et les parties prenantes.

21. Les participants aux deux réunions ont également souligné l'importance de créer deux nouveaux comités: l'un sur le financement pour le développement et l'autre sur la science, la technologie et l'innovation, ainsi que la nécessité d'élaborer une feuille de route régionale pour le développement durable et un cadre permettant de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du développement durable, et des mécanismes financiers connexes. Ils ont estimé qu'il y avait lieu d'établir une nouvelle plate-forme de connaissances et de mobiliser la CESAP de telle sorte que la voix de la région Asie-Pacifique soit prise en compte s'agissant de la définition des grands axes du programme de développement pour l'après-2015.